



Les câbles de WikiLeaks confirment les collusions entre le Vatican et des dictateurs

Par [Marc Wells](#)

Mondialisation.ca, 16 avril 2013

[WSWS.org](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),
[L'Europe](#)

Thème: [Politique et religion](#)

WikiLeaks, le site de publication de documents confidentiels fondé par Julian Assange, a publié lundi dernier une nouvelle [archive](#) de 1,3 millions de communications diplomatiques et de rapports des services de renseignement. Elle recouvre les années 1973 à 1976, et est nommée « *The Kissinger Cables* ».

Cette base de données comprend des documents révélant les opérations impitoyables menées par les États-Unis dans le monde entier, à une époque où la classe ouvrière internationale était à l'offensive et où la bourgeoisie menait une contre-attaque brutale.

Parmi ces câbles, une série de communications diplomatiques révèle la relation entre le Vatican et un certain nombre de régimes dictatoriaux, du Chili d'Augusto Pinochet à l'Argentine de Jorge Rafael Videla ou à l'Espagne de Francisco Franco.

Le 11 septembre 1973, un coup d'Etat soutenu par la CIA et mené par le général Pinochet fit tomber le gouvernement élu du président issu du Parti socialiste, Salvador Allende. Durant la dictature de Pinochet qui dura 17 ans, des milliers de militants de gauche, des étudiants, syndicalistes et toute personne suspectée de s'opposer au capital chilien ou international furent tués ou enlevés par le régime. Des centaines de milliers furent emprisonnés et torturés, ou envoyés en exil.

Les noms de ces opérations criminelles de l'État, comme « Opération Condor » ou « La caravane de la mort » sont inscrits pour toujours dans la conscience des travailleurs chiliens. La « lutte contre le marxisme » de Pinochet reste l'un des développements les plus violents de l'histoire du 20^e siècle.

Le but principal d'une telle lutte était de détruire la classe ouvrière et ses organisations, à la fois physiquement et par l'imposition d'une politique économique agressive de privatisation et de dérégulation. Cela créa un modèle d'enrichissement par une petite oligarchie pour les décennies à venir.

De nombreux gouvernements se joignirent à cette « lutte, » les États-Unis prenant la tête de la meute. Le président Richard Nixon et son conseiller à la Sécurité nationale Henry Kissinger allouèrent 8 millions de dollars à la campagne visant à déstabiliser Allende. Tout en maintenant une apparence de réformes libérales et une politique plus détendue envers l'URSS, lancée par Jean XXIII, le Vatican, sous la direction du Pape Paul VI, accorda son soutien au dictateur chilien.

Dans un câble daté du 18 octobre 1973, l'Archevêque Giovanni Benelli, vice-ministre des affaires étrangères du Vatican, niait les crimes commis par la junte de Pinochet, exprimant « ses graves inquiétudes et celles du Pape au sujet de la campagne internationale réussie des gauchistes pour déformer complètement les réalités de la situation chilienne. »

Plus précisément, ce câble documente les conceptions de Benelli sur « la couverture exagérée des événements comme étant probablement le plus grand succès de la propagande communiste, et souligne le fait que même les cercles modérés et conservateurs semblent assez disposés à croire les mensonges les plus éhontés sur les excès de la junte chilienne. »

Sa source d'information était le Cardinal Raúl Silva, ardent opposant au communisme. D'après ce câble, « le Cardinal Silva et l'épiscopat Chilien en général ont rassuré le Pape Paul que la junte fait tout son possible pour revenir à la normale et que les histoires alléguant de représailles brutales dans les médias internationaux sont infondées. »

Le rôle joué par des figures comme Silva ou Paul VI lui-même - qui étaient présentés comme des « progressistes » à l'époque - émerge très clairement de ces documents. Benelli affirme que « la validité et la sincérité du Cardinal Silva ne peuvent être mis en cause puisque Silva est connu internationalement comme l'un des principaux progressistes de l'Église qui, de plus, a accordé son soutien tacite au président Allende. »

Cette preuve ne montre pas seulement la négation des crimes de Pinochet par le Vatican et l'Église chilienne : il révèle la faillite du gouvernement Allende, lequel s'appuyait sur des relations avec des couches de l'Église lui étant complètement hostiles.

En fait, l'archevêque affirme que, « les forces gauchistes ont largement réduit les pertes en convainquant le monde que la chute d'Allende est exclusivement due à des forces fascistes et extérieures, et non aux faiblesses de la politique d'Allende, comme c'est en réalité le cas. »

S'il y a une vérité objective dans la déclaration de Benelli, c'est le fait que Pinochet, qui avait été nommé par Allende à la tête des forces armées, ait tiré avantage du climat politique créé par le recul d'Allende sur les réformes qu'il avait promises. Allende était lui-même un politicien capitaliste, promouvant une « voie chilienne vers le socialisme » mais fondamentalement engagé à démobiliser la classe ouvrière. Cela a préparé le terrain à une prise du pouvoir par les militaires.

En novembre 1973, immédiatement après le coup d'Etat de Pinochet, un autre câble montre les négociations pour le renouvellement et la révision du Concordat, signé à l'origine en 1953, entre le Vatican et le régime fasciste de Francisco Franco en Espagne, et qui effectivement rejetait le principe de la séparation entre l'Église et l'État.

L'archevêque Agostino Casaroli, porte-parole du gouvernement du Vatican à l'époque, lui-même un « réformiste de l'Ostpolitik » qui développait de nouvelles relations avec les pays d'Europe de l'Est pour tenter de renforcer l'influence de l'Église dans les pays dominés par les staliniens, rencontra des responsables espagnols. Il était convenu qu'une certaine discrétion serait maintenue.

Il y avait plusieurs raisons à cela : premièrement, les événements au Chili avaient créé une immense opposition parmi les travailleurs et les étudiants, et l'Église risquait d'être

publiquement exposée comme une alliée des régimes dictatoriaux. Deuxièmement, il y avait des désaccords au sein-même du Vatican sur la manière de sauvegarder au mieux l'image du Vatican et de la distancer des dictateurs fascistes.

Un câble du 7 novembre 1973, affirme qu'une « divergence de vues entre le Vatican et l'épiscopat espagnol est une des raisons fondamentales sur la négociation d'un nouveau Concordat. » Il montre que l'épiscopat était « ouvert à des accords de révision partielle de ceux de 1953, puisqu'ils pensent qu'un nouveau Concordat pourrait à nouveau associer l'Eglise au régime » alors qu'ils « essayent de dissocier l'Eglise du GoS [*Government of Spain*] aux yeux du public Espagnol. »

Si des couches de la hiérarchie ecclésiastique se préoccupaient de ce que, après la mort de Franco, la négociation des accords leur serait moins favorable et insistaient pour en obtenir un nouveau, la section « libérale » et « progressiste » du Vatican cherchait à « conserver son image libérale si juste quelques accords partiels sur les points de friction les plus importants » étaient négociés.

Contrairement à la demande de Casaroli de garder cette visite discrète, le régime de Franco « voulait une couverture par la presse et la télévision la plus large possible de la visite, » provoquant une réaction du Vatican. D'après le journal italien *L'Espresso*, Casaroli se plaignit à un ministre espagnol de « la violation offensive des assurances reçues de la part du gouvernement espagnol sur le maintien d'un profil bas. »

Quelques années plus tard, le 24 mars 1976, le Commandant argentin Jorge Rafael Videla organisait le coup d'Etat qui fit tomber la présidente Isabel Peron, épouse de l'ex-président Juan Peron. Videla dirigea un Etat policier brutal et adopta une politique libérale similaire à celle de Pinochet. Son régime, bien connu pour sa « sale guerre » et l'« Opération Condor » est devenu synonyme de disparitions, de meurtres et de tortures.

Le complice le plus proche de Videla dans le coup d'Etat et la dictature militaires qui suivirent fut l'amiral Emilio Massera. De nouveaux câbles montrent les liens étroits entre Massera et Pio Laghi, le nonce apostolique (ambassadeur du Pape) en Argentine.

Un câble daté du 7 novembre 1975 révèle que Laghi « a parlé avec l'amiral Massera tôt le 5 novembre sur le même sujet [la présidente Peron], et récemment avec de nombreux autres participants. L'analyse du Nonce [Laghi] a été que la veuve Peron doit partir aussi tôt que possible, que ce soit par un congé exceptionnel, une démission, ou *golpe* » - c'est-à-dire un coup d'Etat.

En plus d'être un ami proche de Massera, Laghi était très respecté dans les cercles militaires et diplomatiques. Comme le confirme le même câble, « le Nonce a beaucoup de relations et est un fin observateur. Sa conclusion générale est qu'elle est finie. Seule la manière de son départ reste en question. Cependant, il a commenté que cela pourrait durer plus longtemps que prévu et être un processus douloureux. »

En fin de compte, les véritables douleurs ont été subies par des dizaines de milliers de travailleurs, d'étudiants et de militants politiques, accusés d'être des « terroristes, » qui luttèrent en réalité contre le terrorisme d'Etat qui caractérisait le régime de Videla, mais se faisaient tuer ou torturer, emprisonner et disparaître.

Pio Laghi était plus qu'une connaissance pour le gouvernement américain. Dans un câble du

14 mai 1974, Laghi est décrit comme « très éduqué, d'une compagnie agréable, parlant un anglais excellent, et bien disposé envers les États-Unis. »

Ces révélations jettent la lumière sur l'installation récente du nouveau Pape François, ex-archevêque de Buenos Aires, en Argentine. Le nouveau pontife est profondément impliqué dans la « sale guerre » menée par la junte militaire argentine (lire : [le Pape de la « sale guerre »](#)).

Marc Wells

Article original, [WSWS](#), paru le 15 avril 2013

Voir :



[François : «Le pape de Washington» ?](#) Par [Prof Michel Chossudovsky](#), 17 mars 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Marc Wells](#), [wsws.org](#), 2013

Articles Par : [Marc Wells](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca